Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-100** **04/02/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidatures : 5 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) :

1 poste de directeur(rice) adjoint(e) de la direction de l'évaluation des risques, chargé(e) de la thématique "santé alimentation" (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'adjoint(e) du chef d'unité phytopharmacovigilance et observatoire des résidus de pesticides (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Agence de services et de paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) du service logistique et financier (catégorie A) à LIMOGES (87).

Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI) - Direction Générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (DGM) :

Mise à disposition d'1 poste de responsable du pôle sécurité alimentaire (F/H) (catégorie A/A+) à PARIS (75).

Parc National des Calanques :

1 poste de chargé(e) de mission - tourisme durable (catégorie A) à MARSEILLE (13).

Le sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Michel GOMEZ

Date : 03/02/2015

Poste à pourvoir	**Directeur adjoint de la direction de l'évaluation des risques, chargé de la thématique *« Santé alimentation »* (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction de l'Evaluation des Risques (DER)
Missions / contexte	La direction de l'évaluation des risques assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques sanitaires en santé-environnement, en santé au travail, et des risques pour la santé et l'alimentation animale. Elle fait notamment appel aux comités d'experts spécialisés et coordonne leurs travaux. Sous l'autorité du directeur de l'évaluation des risques, la DER est composée de près de 160 agents répartis dans trois domaines principaux : *Expertise et évaluation - Méthodes et observatoires – Coordination de l'expertise*.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Rattaché au directeur de l'évaluation des risques, le directeur adjoint appui le directeur pour l'organisation et la coordination des missions d'évaluation des risques sanitaires confiées à l'Anses, dans le domaine plus particulier de la nutrition et de l'alimentation, en lien avec les équipes des unités d'évaluation et d'appui méthodologique. Il est également l'interlocuteur privilégié des principaux acteurs extérieurs de l'Anses (ministères de tutelle, parties prenantes, communauté scientifique, …). Ces missions supposent une forte connaissance des enjeux scientifiques et réglementaires associés aux questions nutritionnelles et alimentaires ainsi qu'une expérience avérée du fonctionnement des agences sanitaires. Elles supposent également une compréhension forte des enjeux sociétaux associés à ces questions.

Avec le concours des départements et unités concernés et en lien avec les autres entités de l'Agence, il assiste le directeur de la DER pour permettre de produire, dans des délais opérationnels, des avis aux autorités sanitaires ; pour la veille scientifique et technique en lien avec les questions d'évaluation ; pour la programmation des travaux d'évaluation dans le cadre d'auto-saisines ; pour la mise en place de bases de données et d'enquêtes alimentaires sur lesquelles s'appuient les démarches d'évaluation scientifique ; pour la mise en œuvre du système de nutrivigilance ; pour la mise en œuvre de la politique qualité de l'établissement au sein de la DER.

Activités

Dans le domaine de la thématique santé-alimentation, il est plus particulièrement en charge de :

- Assurer la validation scientifique des travaux en :
  - Veillant au respect du code de déontologie de l'expertise de l'Anses et de la charte qualité relative aux saisines par la DGS,
  - Animant la réflexion scientifique,
  - Analysant les publications, les avis, les rapports, les articles,
  - Valorisant en externe les travaux de l'agence.

- Veiller au bon fonctionnement des collectifs d'experts spécialisés en :
  - Créant et en maintenant des collaborations privilégiées avec les présidents des collectifs d'experts,
  - Assurant une cohérence dans l'organisation du traitement des saisines par les comités d'experts spécialisés,
  - Valorisant le potentiel d'expertise mobilisable par l'Agence,
- Développer les réseaux internes et externes de l'agence en :
  - recherchant les synergies entre les champs de compétences de l'agence,
  - Participant à l'enracinement de l'agence dans le contexte international,
  - Mobilisant le réseau d'organismes partenaires de l'Agence.

- Participer à la veille scientifique, méthodologique et sociétale en :
  - Se tenant informé de manière très actualisée dans un environnement évolutif,
  - Contribuant à donner à l'information une dimension stratégique, notamment en termes de prise de décision.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Doctorat en médecine, pharmacie, vétérinaire ou en sciences ou ingénieur.

Expériences similaires

Expérience confirmée en management d'équipe et en gestion des risques sanitaires indispensable dans le domaine de l'alimentation. Bonne connaissance des enjeux associés aux agences de sécurité sanitaire.

Compétences

- Connaissance approfondie du cadre réglementaire en matière de gestion du risque sanitaire, des enjeux institutionnels et sociétaux,
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de la gestion du risque sanitaire,
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets,
- Fortes aptitudes à la communication orale et écrite,
- Fortes capacités de programmation et de tenue des délais,
- Esprit d'analyse et de synthèse,
- Force de proposition et d'innovation,
- Bon niveau d'anglais.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28/02/2015

Renseignements sur le poste : Dominique GOMBERT - Directeur de la DER (dominique.gombert@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-009 à : recrutement@anses.fr

Date : 02/02/2015

Poste à pourvoir	**Adjoint du chef d'unité Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée , détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité en charge de la phytopharmacovigilance et de l'Observatoire des résidus de pesticides (UPPV-ORP)

Missions / contexte

Dans le cadre de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, le législateur a confié à l'Anses la mise en œuvre d'un dispositif de surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'homme, les animaux d'élevage (dont l'abeille domestique), les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, l'eau et le sol, la qualité de l'air et les aliments, ainsi que l'apparition de résistances à ces produits. Ce dispositif est appelé « phytopharmacovigilance ». Il reposera sur les informations produites par les réseaux de surveillance et/ou vigilance existants. L'unité PPV-ORP sera chargée d'organiser l'interprétation sanitaire de ces informations, en lien avec les acteurs responsables des réseaux et un groupe d'experts dédié de l'Anses (GT). Les résultats de cette interprétation devront permettre, le cas échéant, de revoir les conditions d'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, en lien avec les activités des Directions de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) et des autorisations de mise sur le marché (DAMM).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef d'unité, l'adjoint apporte son appui au responsable d'unité dans toutes les activités en lien avec la mise en œuvre du dispositif de phytopharmacovigilance. En particulier, il est responsable des activités de Phytopharmacovigilance concernant les animaux d'élevage (dont l'abeille domestique), les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, ainsi que l'apparition de résistances aux produits phytopharmaceutiques.

Activités

Appui au responsable d'unité dans la mise en œuvre de la PPV.

Coordination des activités précitées s'agissant de :

- identifier les réseaux et données intéressants pour la PPV et établir des partenariats pour accéder aux données ;
- organiser ou réaliser leur interprétation sanitaire pour la PPV ;
- proposer et mettre en œuvre des études pour compléter le dispositif de PPV ;
- présenter les travaux devant le GT « phytopharmacovigilance » et les CES ou GT dédiés de l'Agence ;
- assurer une veille scientifique dans son domaine de compétence.

- Contribution à la mise en œuvre d'un dispositif de collecte des effets indésirables transmis par les détenteurs de l'autorisation de mise sur le marché, les fabricants, les importateurs, les distributeurs ou les utilisateurs professionnels d'un produit phytopharmaceutique, les conseillers et les formateurs des utilisateurs.
- Appui au responsable d'unité pour la mise en œuvre du GT dédié à la PPV, pour son domaine de compétence.
- Suivi des appels à projet de recherche en lien avec la thématique.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat ou master spécialisé en santé animale et/ou santé du végétal et/ou santé des écosystèmes (terrestres et/ou aquatiques).

Expérience

Expérience confirmée dans le domaine de la surveillance, de la recherche et/ou de l'évaluation des risques en santé animale et/ou santé du végétal et/ou santé des écosystèmes (plus de 5 ans minimum)

Une expérience spécifique dans le domaine des produits phytopharmaceutiques sera appréciée.

Une expérience d'encadrement de personnel sera souhaitable.

Compétences

- Maîtrise des méthodes de surveillance et/ou d'évaluation des risques dans les domaines de la santé animale et/ou de la santé du végétal et/ou de la santé des écosystèmes (terrestres et/ou aquatiques).
- Connaissance du domaine des produits phytopharmaceutiques : dispositif réglementaire et mise en œuvre, acteurs.
- Capacités d'encadrement du personnel et capacités organisationnelles.
- Capacités rédactionnelles et maîtrise de la communication orale.
- Capacité d'analyses et de synthèse.
- Relations institutionnelles.
- Rigueur scientifique.
- Connaissance des dispositifs de financement de la recherche.
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (oral et écrit).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 février 2015

Renseignements sur le poste : Mathilde Merlo (mathilde.merlo@anses.fr) et Jean-Luc Volatier (jean-luc.volatier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence n°2015-008 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Agence de services et de paiement
Direction de la communication
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES CEDEX 1

Chef (fe) du service Logistique et Financier

N° du poste : F4288 **Catégorie : A**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours	**Cotation part fonction PFR :**	
Poste susceptible d'être vacant/SREPES		
Présentation de l'environnement professionnel	Au sein de de la Direction de la Communication, le service Logistique et financier élabore et suit le budget de la direction, gère les achats, assure les activités audiovisuels de l'établissement, gère les abonnements du siège, propose les services d'une photothèque et d'un atelier de reprographie.	
Objectifs du poste	Le ou la titulaire sera chargé(e) d'encadrer au quotidien une équipe composée de 6 personnes, assurant des tâches à la fois administratives, logistiques et techniques. Parallèlement, le ou la titulaire occupe la fonction achats de la direction, participe à des groupes de travail, et assure le rôle de référent du contrôle interne.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Encadrer les agents du service ; - Lancer les procédures de marchés publics adaptées au besoin (prestations de communication, imprimerie, matériels numériques de reprographie, papier, transport, prestations de services, archives ...) ; - Elaborer, adapter et suivre le budget de la direction ; - Proposer des améliorations pour l'organisation et les procédures ; - Assurer les contacts avec les interlocuteurs extérieurs (fournisseurs, services de l'ASP, partenaires publics de l'ASP) ; - Piloter les aspects techniques du service : reprographie, photothèque, audiovisuel.	
Champ relationnel du poste	- Directions du siège et délégations régionales ; - Entreprises extérieures.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Excellentes connaissances des procédures de marchés publics ; - Bonnes connaissances du fonctionnement budgétaire de l'établissement ; - Maîtrise de la communication écrite et orale ; - Connaissances du monde de la reprographie et de l'imprimerie.	- Management d'équipes administratives et techniques ; - Capacité d'analyse et de synthèse ; - Disponibilité, réactivité et sens de l'organisation ; - Intérêt pour les domaines logistiques et techniques.
Personnes à contacter	- Jean-Loup QUEINEC, Directeur DirCom - Tél. : 05.55.12.05.45 jean-loup.queinec@asp-public.fr - Fadila KHIER - DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière - Tél. : 05.55.12.00.45 - fadila.khier@asp-public.fr Thierry DOUVILLE - DRH/SEEC, Chef de service adjoint thierry.douville@asp-public.fr	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT
Direction générale des politiques agricole, agro-alimentaire et des territoires (DGPAAT)
Service des Relations Internationales

Mise à disposition au Ministère des Affaires étrangères et du développement international (MAEDI) à la Direction générale de la Mondialisation, du développement et des partenariats (DGM)
Direction du développement et des biens publics mondiaux
Sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain

Responsable du pôle sécurité alimentaire (F/H)
Poste à pourvoir au 1er mars 2015

Catégorie A/A+ **Niveau de classement parcours professionnel : 3**	
Présentation de l'environnement professionnel	La sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain assure l'élaboration et le suivi de la stratégie française de coopération internationale en matière de santé et de développement humain. Elle analyse et définit les orientations relatives aux enjeux économiques, commerciaux et de développement qui touchent à la sécurité alimentaire. Elle veille au développement et à la réalisation des initiatives en faveur du secteur privé et de la croissance dans les pays en développement, en particulier l'Afrique Elle suit l'action des organisations internationales, notamment celles en charge de la sécurité alimentaire (FAO, PAM, FIDA) .
Objectifs du poste	Le pôle Sécurité alimentaire est un des 3 pôles de la sous-direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain. Il assure en relation étroite avec le service des relations internationales du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, une veille stratégique et la préparation des positions de la France dans les domaines suivants : - La situation alimentaire et nutritionnelle au niveau mondial et en particulier dans les pays en développement et la cohérence des politiques internationales pour la sécurité alimentaire mondiale ; - La prévention et la gestion des crises alimentaires dans les pays en développement et/ou touchés par des catastrophes naturelles, en particulier en gérant l'aide alimentaire française ; - Les politiques agricoles, nationales et régionales des pays en développement, dans un objectif de sécurité alimentaire et les politiques de développement rural nécessaires aux équilibres sociaux et territoriaux (atténuation des différences de conditions de vie entre milieux rural et urbain) ; - La recherche et l'expertise scientifiques mondiales sur la sécurité alimentaire ; - La gestion des risques sanitaires et phytosanitaires (maladies animales (ré)émergentes, risque acridien, etc.). Encadrer et animer 5 agents de catégorie A, 1 agent de catégorie B
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter **et** **Champ relationnel du poste**	Le responsable du pôle anime et coordonne l'action du pôle pour : - Assurer la coordination interministérielle, le suivi et le compte-rendu de la mise en œuvre de la politique de développement et de solidarité internationale « agriculture et sécurité alimentaire et nutritionnelle» avec tous les acteurs concernés (ministères techniques, établissements publics, collectivités territoriales) ; - Développer des documents d'orientation stratégique de la coopération française sur les principales thématiques prioritaires (nutrition, politiques agricoles, foncier, agriculture familiale et durable, investissements responsables, etc.) ; - Veiller à ce que la sécurité alimentaire soit intégrée dans les stratégies sectorielles de coopération au développement des bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale), de l'Union européenne et de la France (Agence Française de Développement) ; - Participer au suivi des orientations et des activités des organisations internationales intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire (FAO, PAM, FIDA Banque mondiale), des institutions de recherche (CIRAD, GCRAI) et des OI normatives dans les secteurs sanitaires et phytosanitaires ; - Contribuer à l'élaboration de positions françaises favorables à la sécurité alimentaire et au développement et à la valorisation des projets mis en œuvre par la coopération française dans les enceintes et réunions internationales (G20, G8, conférences,…) ; - Veiller à ce que la sécurité alimentaire soit intégrée dans les stratégies sectorielles de coopération au développement des bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale), de l'Union européenne ; - Assurer un suivi des stratégies et politiques agricoles des organisations régionales (CEDEAO, UEMOA), et des programmes continentaux (Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine / NEPAD / Union Africaine) ; - Contribuer à la mise en place puis la gouvernance et le fonctionnement du partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation ; - Organiser la concertation avec la société civile (ONG, entreprises) sur les thèmes de la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre du GISA ; - Assurer la mise en œuvre de la ligne d'aide alimentaire programmée.
Compétences liées au poste	Le candidat doit posséder : - Une aptitude à intervenir dans les réunions techniques et les conférences internationales, et à rédiger des documents de synthèse et de capitalisation ; - Capacité de management (sens de l'organisation et d'animation d'une équipe) ; - Une capacité à organiser et animer des groupes de travail ; - Aptitude à parler en public., à représenter, à négocier ; - Une bonne connaissance des politiques agricoles, de sécurité alimentaire et d'économie ; - Un très bon niveau en anglais ; - Une maîtrise des outils informatiques de base ; - Une disponibilité pour des missions à l'étranger de courte durée.
Personnes à contacter	- Marie-Hélène LE HENAFF – DGPAAT - SRI - Sous-Directrice des échanges internationaux - Tél. : 01.49.55.45.08

	marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr - Valérie VION - DGPAAT – SRI - S/DEI – Cheffe du Bureau du développement et des organisations internationales - Tél. : 01.49.55.48.66 valerie.vion@agriculture.gouv.fr Une copie du dossier de candidature est à adresser à la DGPAAT -SRI à Colette BOURJOUX : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr

Appel à candidature
Chargé(e) de mission – Tourisme durable

Contexte

Le (la) Chargé(e) de mission « tourisme durable » assurera, au sein du Pôle « usages et activités » du Parc national des Calanques, la planification, la mise en place, l'animation et le suivi des différentes actions de l'établissement public relatives au tourisme durable et à la connaissance de la fréquentation du territoire.

Profil recherché

Poste de catégorie A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

Le responsable du pôle usages et activités.

Missions

Le (la) chargé(e) de mission est le référent(e) du Parc national sur les thématiques liées au tourisme durable et à la fréquentation.

Activités principales

Le (la) chargé(e) de mission sera principalement chargé(e) de :

Connaissance de la fréquentation du territoire

- Coordonner la réalisation des études de fréquentation du territoire du Parc associant les partenaires institutionnels et les équipes des secteurs du parc
- Piloter le suivi des indicateurs dans le cadre d'un « observatoire » de la fréquentation du territoire du parc
- Contribuer aux études de fréquentation réalisées par les partenaires
- Assurer la communication des résultats des études de fréquentation aux partenaires associés

Tourisme durable

- Proposer et animer la politique du Parc national en matière de tourisme durable notamment dans le cadre de l'application de la charte du Parc national et de la Charte européenne de tourisme durable (CETD)
- Elaborer et mettre en œuvre la CETD : élaboration du plan d'action, participation au réseau CETD EUROPARC
- Structurer et animer le réseau des partenaires du Parc en matière de tourisme durable (habitants, socio professionnels, collectivités, institutionnels...)
- Accompagner les socio-professionnels pour le montage de produits d'écotourisme sur le territoire du Parc en lien avec le déploiement de la marque collective des parcs nationaux
- Développer les sources de financement extérieures

Compétences et connaissances nécessaires

- Connaissance du fonctionnement, des logiques et enjeux de l'économie du tourisme (opérateurs, institutions, stratégies et planification régionales...)
- Fonctionnement d'un établissement public et des collectivités
- Tissu socioéconomique, touristique et culturel régional et local
- Fonctionnement, logiques et enjeux de l'économie du tourisme durable
- Gestion environnementale des activités touristiques, développement durable
- Code des marchés publics
- Capacité de synthèse, de formalisation de documents et présentations
- Techniques de communication
- Rédaction de cahiers des charges et de conventions
- Conduite de projet / travail en mode projet
- Animation de projets, de réseaux et de réunions

Expériences souhaitées

- Expérience professionnelle dans le domaine du développement touristique en espaces naturels protégés
- Connaissance des dispositifs et des acteurs du domaine du développement local, des partenaires du tourisme
- Expérience de conduite de projets

Savoir-être attendus

- Esprit d'initiative et d'innovation
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Au plus tard, le 1er avril 2015.

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de CHARGE DE MISSION TOURISME DURABLE
Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
2, Impasse Paradou Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Emilie DRUNAT, responsable du Pôle usages et activités au 04 20 10 50 00 ou par mail emilie.drunat@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 27/02/2015
Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu le 12/03/2015 à Marseille.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant avril.